



PRÉFET DE LA MOSELLE

*au cascade :*  
*Opposition tacite*  
*date butoir: 11/12/2017*

*CHRONO*  
*emig TB*  
*+*  
*Case*

Direction Départementale  
des Territoires

Metz, le 11 janvier 2018

Service Aménagement  
Biodiversité Eau  
Police de l'Eau  
Délégation territoriale de

Mairie  
10 rue de l'Abbé Jacquat  
57130 ANCY-DORNOT

Affaire suivie par  
*frederic.pollet@moselle.gouv.fr*  
03 87 34 83 50

**Objet :** Dossier de déclaration concernant la restauration du lit d'un cours d'eau sur le lieu dit « Grande Place-Hautonnois » à Ancy-Dornot  
Accord immédiat

**P.J :** 1 dossier  
Récépissé de déclaration

Monsieur le Maire,

J'accuse réception du dossier de déclaration, au titre du code de l'environnement (Loi sur l'Eau), concernant l'opération suivante :

➤ **restauration du lit d'un cours d'eau sur le lieu dit « Grande Place-Hautonnois » à ANCY-DORNOT**

Les références administratives de ce dossier sont les suivantes :

- Date de réception du dossier au guichet unique de l'eau : 10 octobre 2017
- Numéro d'enregistrement au guichet unique de l'eau : 57-2017-00431
- Dossier réalisé par : Mairie d'Ancy-Dornot

Je vous précise que votre dossier est complet et régulier sur le fond au titre de la «Loi sur l'Eau», et je vous prie de trouver ci-joint le «**récepissé de déclaration**» clôturant son instruction administrative. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception du présent courrier**. Le descriptif de l'opération est joint au présent courrier.

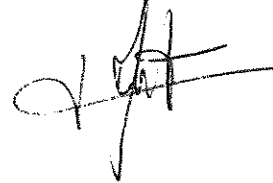
Conformément à la réglementation en vigueur, je vous remercie d'afficher en mairie durant une période de un mois minimum, copie du récepissé de déclaration. Le dossier sera consultable en mairie.

A l'issue de cette période, vous voudrez bien me retourner un certificat d'affichage précisant les dates de publication.

Je vous rappelle que cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers durant un délai de un an, dans les conditions définies à l'article R. 421-1 du code de la justice administrative.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

LA RESPONSABLE DE L'UNITÉ POLICE DE L'EAU



VALERIE ANTOINE-POTIER